

Avis voté en plénière du 13 mai 2014

L'Union européenne à la croisée des chemins

Déclaration du groupe de la CGT

Les prochaines élections des 751 députés européens donnent sens à un certain nombre de recommandations du CESE sur la vision d'une Europe aujourd'hui contestée.

Les sondages rappellent d'ailleurs que le fossé se creuse avec les citoyens français, et plus largement européens, entre leurs attentes et les politiques des gouvernements européens. Ainsi, cet avis aurait pu permettre d'ouvrir d'autres perspectives, d'explicitier les autres visions pour une Europe plus solidaire, garante de la paix, répondant aux besoins des femmes et des hommes qui la constituent.

Au-delà du texte, la CGT souhaiterait mettre en évidence un aspect qui a traversé le débat : une sorte d'oukase idéologique consistant à penser qu'aucune autre vision de l'Europe n'est possible en dehors d'un système libéral dont nous avons pu, dans certains de nos avis, en mesurer les limites.

Ainsi, la question est tranchée : « *Si vous n'êtes pas pour une Europe libérale, vous êtes contre l'Europe, vous êtes souverainistes voire nationalistes !* ». Nous avons connu cette instrumentalisation dans le cadre des débats sur le traité constitutionnel qui fut riche et qui fit la démonstration que le peuple s'intéresse à ces enjeux. Nous connaissons le résultat : le référendum a rejeté le traité, mais le vote du Parlement l'a validé... Il y en a même qui pensent que les citoyens n'auraient jamais dû donner leur avis... Belle démonstration de démocratie !

C'est ouvrir la voie au populisme qui ne peut que nous interpellier à quelques jours du scrutin, après l'abstention massive et la montée de l'extrême droite lors des dernières élections municipales.

La CGT considère, comme la CES, qu'une autre Europe est possible. C'est le sens de son plan d'investissement. On ne peut pas construire une communauté d'intérêts partagés et solidaire sur la seule logique financière, celle-là même qui a apporté la crise dont les peuples paient l'addition aujourd'hui... Le dogme des 3 % est aujourd'hui ébranlé, même le FMI s'est prononcé pour sa suspension.

Le CESE a pointé dans plusieurs de ses avis le besoin d'aller vers un nouveau modèle économique. Il a pointé la nécessité d'une meilleure répartition des richesses au niveau mondial.

Pour terminer, nous avons une pensée solidaire pour les peuples grecs, portugais, espagnols, irlandais, italiens, etc. qui souffrent aujourd'hui de mesures imposées par une troïka insensible aux drames humains se nouant au quotidien du fait de mesures d'austérité qui renforcent des inégalités inacceptables.

Néanmoins, ce texte reste trop empreint d'une vision libérale de l'Europe, malgré l'écoute dont a fait preuve le rapporteur. Le groupe CGT s'est abstenu.